

EDITORIAL



Par **Paul Paboeuf**
Secrétaire fédéral à la Formation
Président de Démocratie & Projets 56

Le supplice du garrot pour les collectivités locales

Les collectivités locales seraient responsables de l'endettement de notre pays, alors qu'elles assurent plus de 70 % des investissements publics et que leurs budgets, à la différence de celui de l'Etat, doivent être en équilibre. Mais le gouvernement est bien décidé à faire payer aux communes, aux départements, aux régions, les charges qu'il ne veut plus, ne peut plus assumer : après avoir dilapidé les ressources fiscales dans des cadeaux aux plus fortunés, il en est à rechercher des expédients, à passer le mistigri à d'autres.

Entre l'augmentation générale des charges, celle des taux d'intérêt, et le gel des dotations d'Etat, les ressources des collectivités se réduisent en même temps que leurs marges d'intervention. Voilà comment l'étau se resserre sur le budget des communes et des regroupements intercommunaux. Torture d'un autre temps, c'est bien le supplice du garrot que la Droite veut infliger aux élus locaux.

Les effets de la Révision Générale des Politiques Publiques, la RGPP, sont désastreux : au prétexte de faire des économies, de maîtriser la dépense publique, objectif louable auquel on ne peut que souscrire - nous ne sommes pas pour le gaspillage - c'est à un renoncement général de l'Etat face à ses missions que nous assistons. Disparition de services publics, fermeture des tribunaux de proximité, restriction pour les hôpitaux, déménagement d'unités militaires, etc.

Quelques exemples suffiront pour les Morbihannais. Alors que le port de Lorient a une activité internationale conséquente, le bureau de douanes pourrait être remis en cause. On sait aussi que le centre Bretagne est une région fragile, la suppression d'un demi poste d'enseignant à l'école de la Trinité Langonnet confirme une nouvelle fois l'abandon des services publics dans ce secteur.

Face à ces carences de l'Etat, nos concitoyens vont nous solliciter, nous élus locaux, pour répondre à leurs attentes. Mais de quels moyens allons-nous disposer ? Les dotations de l'Etat sont en chute libre. En 2009, l'inflation ne serait plus prise en compte pour le calcul. On va se retrouver avec une évolution moyenne au mieux de 0,4%, alors que l'inflation est estimée à près de 4% pour les collectivités. Avec pour certaines, des effets dramatiques : 238 villes, parmi les plus pauvres, les plus exposées aux tensions des cités, vont perdre la dotation de solidarité urbaine. A cela s'ajoute la baisse massive des autres subventions. Certains secteurs sont sinistrés : du côté jeunesse et sports, il n'y a pratiquement plus un sou pour les collectivités locales.

Oui c'est bien le supplice du garrot. Pourtant, nous ne renoncerons pas à nos engagements, nous ferons ce pour quoi nous avons été élus, mais ce sera plus difficile que jamais. A nous de l'expliquer à nos concitoyens. A nous de montrer qui doit endosser la responsabilité de la situation.

Crise financière Besoin d'Europe

Dans le contexte de crise financière que l'on connaît, le Parlement s'est réuni le mercredi 8 octobre pour débattre du sujet. A l'Assemblée nationale, François Hollande est intervenu au nom du groupe socialiste, pour dénoncer la "dérégulation sans limites" qui produit ses effets aujourd'hui et pour rappeler la nécessité d'une action d'ampleur à l'échelle de l'Union européenne. Voici quelques-unes des propositions présentées...

Solvabilité des banques

"Oui, il faut un plan européen de sauvetage du système bancaire. Oui, il faut que ce plan soit mené par les Etats, mais de manière concertée. Et, si tel n'est pas le cas, regardons la réalité en face, nous apprendrons aujourd'hui qu'il y a une crise en Grande-Bretagne, demain une crise bancaire en Espagne, après-demain une crise en Allemagne... Et pourquoi pas, car qui peut le dire aujourd'hui avec assurance, une crise pouvant survenir en France. La question de la solvabilité des banques est la question majeure".



chefs d'entreprises de PME ne parviennent pas à faire financer leurs investissements ou leurs projets et que c'est la Banque Centrale

Européenne qui, aujourd'hui, est devenue prêteuse en dernier ressort.

D'ailleurs, nous nous félicitons, nous aussi, de la baisse des taux. Mais, quand même, qu'il ait fallu 8 hausses des taux pour décider maintenant d'une baisse d'un demi-point ! Comment pouvons-nous penser que nous réagissons de manière convenable, digne, face à la crise qui est devant nous !"

Soutien de l'activité

"On se félicite qu'il y ait, de la part de la Banque Européenne d'Investissement, un emprunt de 30 milliards d'euros qui puisse être décidé pour soutenir les PME... en Europe ! 30 milliards d'euros ! Est-ce à la hauteur de la situation ? C'est 10 fois plus qu'il faudrait créer ! Et, aujourd'hui, nous demandons le lancement d'un grand emprunt européen pour soutenir l'activité de l'ensemble de nos pays".



Besoin de liquidités

"Là encore, soyons face à nos responsabilités. Qui ne voit qu'aujourd'hui plus une banque ne prête dans notre pays et en Europe ? Qui ne voit que les

Il faut donc, effectivement, et c'est le sens du débat aujourd'hui, que nous soyons conscients et que nous appelions à ce, qu'effectivement, la BCE apporte de la liquidité.

Dépôt des candidatures aux instances fédérales

Les militants souhaitant intégrer le **Conseil fédéral**, la **Commission de contrôle financier** ou la **Commission des conflits** doivent déposer leur candidature à l'attention du Premier secrétaire fédéral au plus tard le **lundi 13 octobre à minuit**, en précisant au titre de quelle motion cette candidature est déposée, par fax : 02 97 84 84 55, courriel : fede56@parti-socialiste.fr ou courrier : Fédération du Parti socialiste - 17 rue A.Nayel - 56100 Lorient

Assemblée départementale de présentation des motions

Jeudi 16 octobre - 20h30

Palais des Arts et des Congrès - Vannes

Présentation par les représentants des motions

(locaux ou nationaux), suivie d'un débat avec la salle.

Réunion des secrétaires et trésoriers de section

Jeudi 16 octobre - 19h30

Palais des Arts et des Congrès - Vannes

Infos Congrès

Le Rappel du Morbihan propose une tribune à chacune des 6 motions présentées au Congrès de Reims. **Cette semaine sont publiées les tribunes des motions A, D et F (pages 2 et 3).** Le prochain numéro du Rappel publiera les tribunes des motions B, C et E.

Retrouvez également les infos du Congrès (dates de réunion, documents à télécharger, liens internet) sur le site de la Fédération : www.ps56.fr

Calendrier des réunions de section sur les motions

Ce calendrier est publié à titre indicatif. Certains lieux ou horaires n'étant pas cisés ou étant susceptibles d'être modifiés, les adhérents sont invités à se baser sur les convocations des secrétaires de section pour vérifier les informations publiées ci-dessous.

Guidel

Mardi 15 octobre – 20h30
Centre Brizeux

Kervignac

Mercredi 15 octobre - 20h30
Salle Henry Joubiou

Circonscription d'Auray

Vendredi 17 octobre - Pluvigner - 20h30
(Salle de La Madeleine)
21 octobre - Auray - 20h30
28 octobre - Locoal Mendon - 20h30

Sarzeau

Vendredi 17 octobre – 20 h 30
Lieu à préciser

Mauron, Josselin, Guer, Ploërmel

Mardi 21 octobre - 20h30
Mairie de Porcaro

Vannes

Mardi 21 octobre – 20h30
Palais des Arts et des Congrès

Questembert

Mercredi 22 Octobre -20h00
Salle Alan Meur

Ploemeur (à confirmer)

Vendredi 24 octobre - 18h30
Local de section

Saint-Avé

Vendredi 24 octobre - 18h30
Manoir du Kreisker - Saint-Avé

Pontivy / Baud-Lochiné

Mardi 28 octobre – 20h à 22h
Palais des Congrès à Pontivy

Lorient

Vendredi 29 octobre – 18h30
Cité Allendé – Salle A02

TRIBUNES DU CONGRÈS

Motion A Faire gagner le Parti socialiste pour être utiles à la France et aux Français

Cela fait maintenant plus de trente ans que je suis militante du Parti socialiste et j'ai donc eu l'occasion de connaître de nombreuses périodes de pré-congrès, presque toujours marquées par l'agitation, les débats, souvent malheureusement les débordements verbaux, pour ne pas dire "verbeux", et les attaques de personnes que j'ai toujours dénoncés.

Cependant, pour moi, la nouveauté de ce pré-congrès, c'est le manque d'enthousiasme que j'ai ressenti de la part de beaucoup de militants et le temps d'indécision et de réflexion très long avant de prendre position. Si je me retrouve dans beaucoup des idées proposées dans la plupart des motions, car elles reposent heureusement sur les valeurs essentielles de la gauche, je ne perds pas de vue la nécessaire évolution de notre parti.

Ce qui m'a amené à soutenir la motion de Bertrand Delanoë, c'est tout d'abord parce qu'il s'est engagé sur des enjeux essentiels à mes yeux et qui constituaient les axes forts de la contribution des socialistes bretons, rédigée dans l'unité, avec la volonté de contribuer activement au Congrès de notre parti. Dans la période de grave crise financière, bancaire et

économique que nous connaissons, seul un développement durable s'appuyant sur les territoires et les compétences redéfinies des diverses collectivités pourront nous permettre de faire face à la récession.

Nous devons amplifier ce mouvement décentralisateur en poursuivant l'œuvre entreprise par François Hollande pour faire du Parti socialiste le Parti de tous les territoires. Leur diversité et leur dynamisme sont une chance pour l'avenir de la France au sein d'une Europe qui protège ses citoyens et qui participe activement à la régulation de la mondialisation. Le développement durable des territoires, la décentralisation et la régionalisation, la revitalisation du projet européen, autant de priorités qui devront inspirer notre travail collectif.

Au-delà, j'ai rejoint Bertrand Delanoë parce que je crois, après avoir écouté beaucoup de mes camarades, que le Parti a aujourd'hui un besoin impératif de parler d'une seule voix, de respecter la démocratie militante et de favoriser les rapprochements entre les élus, les militants, et les citoyens. C'est la condition pour que nous soyons respectés, crédibles, donc écoutés au niveau natio-

nal car nous ne pouvons nous satisfaire de nos victoires aux élections locales et aux sénatoriales. Avant d'élaborer des stratégies d'alliances improbables, soyons fiers de notre histoire et de notre identité, cherchons avant tout à convaincre les Français. C'est aussi ce message fort porté par Bertrand Delanoë qui m'a convaincu.

A Reims, nous dirons aux Français notre volonté de préparer, avec eux et pour eux, l'alternance. Nous mettrons en avant notre capacité à répondre à leurs attentes et à imaginer les territoires, la France et l'Europe de demain. Nous devons être clairs et courageux pour être utiles. A Reims, nous devons faire gagner le Parti socialiste.

Odette Herviaux

Sénatrice du Morbihan, Vice-présidente de la Commission des Affaires économiques
Vice-présidente de la Région de Bretagne

Contact : Stéphane Le Guennec
Secrétaire fédéral
(Locoal-Mendon)

06 29 17 5169

Courriel : slg1@orange.fr

Motion D Changer la Gauche, changer la France !

La France souffre. Chaque nouvelle annonce, chaque nouveau projet de Sarkozy est une nouvelle régression sociale, une attaque contre nos libertés publiques, un piétinement de la laïcité et de nos valeurs républicaines. Pas un jour sans une démonstration de plus de la volonté de faire triompher le libéralisme et ses valeurs dans notre pays. Pris dans une tempête financière sans précédent, l'Europe reste incapable de réagir, les sociaux-démocrates européens tétanisés par leurs conversions néo-libérales. Paquet fiscal, taxation des revenus de l'épargne, privatisation de la Poste sont les quelques exemples des dernières semaines. Tout cela dans un contexte économique et social dramatique qui voit se succéder crises après crises (subprimes, alimentaires, énergétiques, immobilières, militaires...) et qui reste sans réponse de l'Etat.

Et pendant ce temps, au Parti socialiste, rien. Rien sauf des échanges d'anathèmes ou d'histoires anciennes. Rien sauf des conflits de personnes ou d'échanges de petites phrases. Rien sauf un refus de débattre du fond, de proposer un projet pour reconstruire la Gauche et restaurer notre hégémonie culturelle

et dans la perspective du retour au pouvoir.

Nombreux sont ceux qui au Parti socialiste estiment qu'il est temps de retrouver aux yeux des Français une autre perspective, un nouvel espoir. Pour cela, il nous faut retrouver le chemin de la politique, du débat, de la confrontation. La première étape consiste à redonner au Parti socialiste sa force et son assise sociale, restaurer son corpus idéologique, retrouver le sens du travail collectif, définir clairement ses alliances électorales.

Notre Parti ne doit pas se contenter d'être une juxtaposition d'intérêts locaux, il doit permettre la confrontation d'idées, l'échange d'expériences et la définition de notre stratégie politique nourrie des expériences locales et des débats portés par les motions du congrès. Le PS n'est fort que quand il est capable de faire cette "synthèse" du local et du national.

Nous ne réglerons sûrement pas toutes les différences à l'occasion de ce congrès, ce n'est ni souhaitable, ni possible. Ce congrès doit créer les conditions du sursaut collectif, mettre en place les outils pour travailler, débattre puis trancher nos positions

communes. Ce congrès doit redonner fierté et envie aux militants d'appartenir à ce parti.

Ces conditions de reconquêtes politiques passent donc par la constitution d'une majorité d'idées et de projets pour le PS, une majorité cohérente ancrant le PS à gauche, une majorité qui acceptera tous les débats et qui tranchera, une majorité actant l'obligatoire rénovation du PS, de ses responsables, de ses pratiques, de son fonctionnement, une majorité qui estime qu'il ne faut pas présidentialiser le Parti. C'est ce contrat de majorité que nous proposons à tous ceux qui souhaitent rejoindre notre motion. C'est cet engagement pour le Parti qui liera les militants de cette motion.

Martine Aubry
Marylise Lebranchu

Contact national :

contact@changeragauche.net
<http://www.changeragauche.net/>

Contact Morbihan :

Jean-Louis Miles (Larmor-Plage)

02 97 65 58 02

miles.jeanlouis@yahoo.fr

Motion F, comme Fraternité - Utopia Socialistes, Altermondialistes, Ecologistes



Franck Pupunat, porte-parole national d'Utopia

"Ils ont échoué car ils n'avaient pas commencé par le rêve" - Shakespeare

Faire de la politique c'est d'abord poser la question du sens, la question de l'idéal. La démarche d'UTOPIA est bien là : imaginer un projet fort et cohérent qui met la fraternité au cœur de la société.

Nous estimons que les dirigeants socialistes ont renoncé depuis longtemps à changer radicalement la société et nous appelons les militants à réagir et à proposer la construction d'un projet "Socialiste, Altermondialiste, Ecologiste".

Socialistes

Notre projet appelle à dépasser le système capitalisme et remet en cause ses principaux dogmes : la « religion » de la croissance comme solution «

magique » à tous les maux ; la société de consommation, et la centralité de la "valeur" travail qui ne permet pas un accès universel aux droits fondamentaux. Nous prônons un autre monde, un alterdéveloppement qui valorise de nouvelles formes de "richesse", qui permette d'imaginer une société juste, fraternelle et solidaire.

Altermondialistes

Nos positions sont pour la plupart issues d'orientations défendues par des associations, réseaux ou mouvements altermondialistes.

Utopia propose notamment une politique d'immigration plus ouverte et humaniste, impliquant la régularisation de tous les sans papiers, travailleurs ou non, contrairement aux autres motions qui prônent majoritairement la régularisation sur critères.

Ecologistes

Notre orientation dénonce ceux qui prônent d'un côté la croissance et de l'autre une ambition écologique. Ce sont 2 ambitions incompatibles. UTOPIA ne se positionne pas plus pour la décroissance, mais pour un autre développement.

Pour faire face au dérèglement climatique, nous nous appuyons notamment sur le scénario Negawatt basé sur la sobriété, l'efficacité et les énergies

renouvelables. Ce scénario permet de se positionner clairement pour une sortie progressive du nucléaire.

Utopia appelle les militants à voter pour des idées radicalement nouvelles et à construire un véritable projet politique alternatif. Face au spectacle dramatique offert par la direction du PS, Utopia appelle à un vote sanction, un vote de résistance, un vote de conviction offensif lors du prochain congrès.

Utopia est un mouvement politique transpartis, présent notamment au parti socialiste et chez les verts, et qui appelle à l'émergence d'une gauche d'avant-garde fondée sur une identité écologiste et altermondialiste. Notre projet est également détaillé dans notre livre, Manifeste Utopia, paru aux éditions Parangon.

Contact Utopia pour les départements 22, 29 et 56 :
Jacques Normand
06 22 07 77 98
normand@club-internet.fr,
Roc'h Ven - 29610 Plouigneau

Signez la motion :
utopiaps@mouvementutopia.org
Site internet :
www.mouvementutopia.org
33 rue Falguière 75 015 Paris

MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

Réflexion sur les Sénatoriales

Malgré le fait qu'il n'y avait pas d'élections sénatoriales dans le Morbihan, nous pouvons nous réjouir de la poussée significative de la Gauche au Sénat en dépit de ce mode de scrutin à l'encontre de notre démocratie.

La progression d'une vingtaine de sénateurs au niveau national n'avait pas été envisagée par nos dirigeants, le succès est plus fort que prévu. N'en déplaise à la majorité, 23 nouveaux socialistes renforceront l'opposition de nos 95 sénateurs déjà élus.

Cette poussée à également été observée en Bretagne : la victoire de la Gauche 9 à 2 est sans appel. Particulièrement en Ille-et-Vilaine, où Edmond Hervé et sa liste ont fait remporter à la Gauche 3 sièges sur 4. Ceci est une belle victoire pour lui qui avait déjà ancré Rennes à Gauche. Le Morbihan devra confirmer cette dynamique lors des prochaines sénatoriales.

Cependant, vu l'ancre de la Gauche dans les régions, départements, et grandes villes de France, nous sommes en droit de nous poser les mêmes questions que lors de la réforme de la constitution en juillet dernier : pourquoi est-il si difficile pour la gauche d'être majoritaire au Sénat, alors que cette assemblée est celle des collectivités territoriales, détenues en majorité par la Gauche ?

Une des réponses à cette question vient de la surreprésentation des communes rurales vis-à-vis des communes urbaines dans le nombre des grands électeurs. La conquête du Sénat par la Gauche sera donc possible grâce à un encrepage plus important de la Gauche dans les communes rurales.

Mise à part la poussée de la Gauche, ces élections sénatoriales ont donné différents messages. Tout d'abord que le rassemblement de la Gauche est la seule stratégie efficace pour gagner. En effet ce rassemblement a été très important dans ce scrutin ; les grands électeurs communistes, verts et radicaux ont prononcé un message clair : la Gauche doit progresser au Sénat.

Ensuite, contrairement aux pensées du gouvernement, le vote des grands électeurs traduit l'inquiétude, la colère des Français. Des inquiétudes face à un pouvoir d'achat qui ne cesse de baisser et une incompréhension face à ces cadeaux fiscaux illégitimes. Des inquiétudes face à une privatisa-

tion annoncée de la Poste. Inquiétudes encore face à l'éducation nationale en berne. Cette rentrée aura été le symbole, des fermetures de classes, des suppressions de poste, des classes surchargées où l'on retrouve une quarantaine d'élèves.

Colère face à un ministre de l'Éducation nationale qui n'a pour réponses que des critiques honteuses vis-à-vis des enseignants de maternelle ou des inepties ridicules face à des lycéens souhaitant leur donner comme récompense des médailles. Alors que ceux-ci doivent étudier dans des conditions de plus en plus difficiles dans des classes surchargées

Par conséquent, le gouvernement doit entendre ces messages, les élus locaux sont les relais de la population. Ceux-ci traduisent donc mieux l'opinion publique que les différents sondages auxquels le gouvernement fait allusion pour prétexter une confiance de l'opinion.

Sébastien Jéhanno
Secrétaire fédéral du MJS

Noms et coordonnées des mandataires départementaux pour le Congrès

Motion A

Gwendal Rouillard - Section de Lorient
Stéphane Le Guennec - Section de Belz
06 29 17 51 69 - slg1@orange.fr

Motion B

Marine Clabé - Ille-et-Vilaine
06 64 45 35 67
marine.clabe@gmail.com

Motion C

Sylvain Britel - Section de Ploemeur
06 89 96 16 36
unmondedavance56@gmail.com
Blog : unmondedavance56.overblog.com

Motion D

Jean-Louis Miles - Section de Larmor-Plage
Tel : 02 97 65 58 02
miles.jeanlouis@yahoo.fr

Motion E

Franck Dagorne - Section de Vannes
06 75 86 88 78
franck.ps@laposte.net
Adjoint : Marc Loret - Section de Languidic

Motion F

Jacques Normand - Finistère
06 22 07 77 98
normand@club-internet.fr,
Roc'h Ven - 29610 Plouigneau

Compte-rendu de mandat de Françoise Olivier-Coupeau

Françoise Olivier-Coupeau, élue Députée du Morbihan sur la circonscription de Lorient, le 17 juin 2007, présentera un compte-rendu de mandat de l'année écoulée :

Jeudi 16 octobre 2008
à 18h30
Salle audiovisuelle
Cité Allende
à Lorient

Odette Hervieux : Vice-présidente de la Commission des Affaires économiques du Sénat

Suite au renouvellement de la Haute-Assemblée le 21 septembre dernier, Odette Hervieux a été élue, le 8 octobre 2008, Vice-Présidente de la Commission des Affaires économiques du Sénat.

Site internet de la Sénatrice :
www.odettehervieux.fr/

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Vendredi 10 oct. - Inzinzac/Lochrist
Rassemblement avec Bertrand Delanoë

Jeu 16 octobre - Vannes
AG de présentation des motions

Vendredi 17 octobre - Cléguer
Conseil communautaire de Cap l'Orient

Samedi 18 octobre - Berder
Université de rentrée PS Morbihan

Actualité

Le mépris

Nicolas Sarkozy se comporte de plus en plus en chef de clan plutôt qu'en Président de la République. Ce n'est pas sa dernière intervention au Conseil national de l'UMP qui me contredira, intervention pour le moins empreinte de mépris pour les salariés dans les entreprises ou dans la fonction publique, qui se battent pour la défense de l'emploi ou pour une amélioration de leur pouvoir d'achat.

Il est vrai que l'on ne peut pas attendre grand-chose d'un Président "bling-bling" qui fréquente beaucoup plus les yachts et les résidences des nantis du système que les damnés de la terre.

En voulant faire un bon mot devant ses troupes, Nicolas Sarkozy a manqué une occasion de se taire et a agrandi un peu plus le fossé entre lui et les Français. Les sondages ne se sont d'ailleurs pas trompés en annonçant in fine une nouvelle chute de sa cote de popularité.

Ce ne sont pas non plus les diverses annonces telles que la réduction du remboursement des médicaments concernant les ALD (Affections de Longue Durée) ou la suppression de la notion de durée du travail qui vont participer au redressement de son image de marque auprès de nos compatriotes.

C'est à une véritable fuite en avant à laquelle nous assistons, soutenue par la majorité des parlementaires de l'UMP. Sus aux services publics, aux fonctionnaires, à l'aménagement du territoire, il ne devra rien rester de la politique sociale qui a fait les beaux jours des trente glorieuses.

Nicolas Sarkozy veut régner en maître, même si c'est sur un champ de ruines. Il veut tout contrôler, la presse par copains interposés, la télévision comme au bon vieux temps de l'ORTF, la Chambre des Députés, le Sénat, le Conseil constitutionnel et tous les secteurs où il pourra placer ses ouailles.

Les Français ne sont pas d'accord sur sa politique, il n'en a cure. Il continue sans écouter personne en considérant que lui seul détient la vérité. Certes il a été élu par les Français mais une bonne partie des ceux qui avaient voté pour lui s'en mordent les doigts. La question est de savoir combien de temps encore les Français vont-ils accepter d'être méprisés à ce point par celui qui devrait être au dessus de la mêlée, au lieu d'être le fossoyeur de l'unité nationale.

Le Cormoran

ACTUALITES

Fermeture de Doux à Locminé Quelles perspectives politiques ?

A compter du 6 octobre, les 451 salariés de l'usine Doux à Locminé vont recevoir leur feuille de licenciement. Ceci malgré la réprobation des élus, la mobilisation des syndicats, habitants, commerçants et une médiatisation éphémère. Ceci amène à s'interroger sur le bilan et les perspectives politiques à donner.

L'usine Doux, ex Galina, ex Lériat, illustre toute l'histoire de l'agro-alimentaire bretonne. Une entreprise avec des salariés peu payés, contraints de subir des conditions de travail pénibles et parfois des contrats de travail précaires. Un ouvrier confiait avoir assez de contrats de travail pour pouvoir en retapisser son logement. Il est vrai que son salaire ne lui permet pas de se payer autre chose qu'un studio.

C'est ce type de comportement qui a fait la fortune des agences d'intérim. Depuis 1997 et la première agence à Locminé, elles sont aujourd'hui passées à 5 agences pour une commune de 3800 habitants. On appelle cela l'externalisation des ressources humaines. C'est à ces salariés que l'on fait miroiter une embauche pendant toute la durée de leur contrat avant de leur rappeler à son terme de bien vouloir rendre leur tenue en partant sous peine de retenue sur salaire.

C'est cette économie toute entière consacrée à l'agro-alimentaire qui a fait la fortune des entreprises du pays de Locminé depuis les années 1970, sans que la Droite aux responsabilités ne la remette en question. Pourtant, dès les années 80, des responsables politiques et syndicaux agitaient la sonnette d'alarme devant la mono industrie et parlaient d'une nécessaire diversification. Dès le milieu des années 90, plusieurs affaires fragilisaient l'industrie agroalimentaire (vache folle, grippe aviaire...). A tout cela monsieur Lorgeoux, maire de Locminé, vice-président du Conseil général et député a préféré laisser faire, laisser passer.

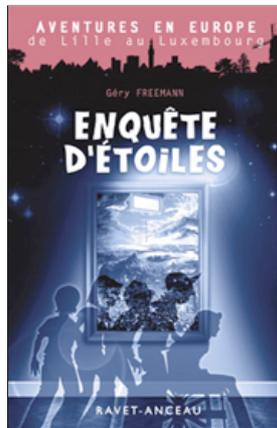
On a pourtant pu l'entendre s'exprimer dans la presse pour expliquer qu'il ne défilerait pas dans la rue sous prétexte de la présence de Mr Besancenot et de sa responsabilité de parlementaire de défendre la démocratie. Défendre l'emploi et défendre

la démocratie sont donc pour Mr Lorgeoux deux choses antagonistes. Plusieurs maires (Moréac, Pluméliau, Moustoir-Ac...) et des élus d'opposition ont pourtant bravé ses consignes pour défilé le samedi 6 septembre aux côtés de salariés de Doux et d'habitants de Locminé. Pour Monsieur le Député, ce ne sont là que "fossoyeurs d'entreprises".

Pour sortir de la polémique on peut saluer l'initiative de la Région Bretagne d'engager un animateur emploi pour le Pays de Pontivy, pour rechercher de nouveaux projets face à la fermeture de Doux et de Dandy. Comme le fait Jean-Pierre Le Roch, maire de Pontivy, pour les salariés de Dandy, nous comptons être vigilants, avec les moyens dont nous disposons, sur la reconversion des salariés de Doux.

**Pour la section Baud-Locminé
Jean-Philippe Guédas**

Europe, à lire... Enquête d'Etoiles



A Berder, le samedi 18 octobre, ou pendant la semaine du livre européen du 20 au 25 octobre, vous allez avoir l'occasion de vivre l'Europe à la hauteur des jeunes. Les éditions Ravet-Anceau viennent de sortir un livre "Enquête d'Etoiles" de Géry Freeman, dans lequel cinq jeunes Européens apprennent à se connaître, à s'entraider, à se respecter et à aller jusqu'au bout de leurs aventures palpitantes à travers la Belgique, la Hollande et le Luxembourg, en partant de... Carnac et en passant par Lille.

C'est une aventure lisible par tous les jeunes de 12 à 112 ans. Une his-

toire de notre temps, en attendant la prochaine en Allemagne, Pologne et Lituanie. Un livre pour faire plaisir à ses petits-enfants, ses neveux et nièces... après l'avoir lu.

Un prix populaire : **9,90 €**, dans toutes les librairies ou sur le site www.ravet-anceau.fr, ou... à Berder.

**Michel Libert
Section d'Auray**

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : Prénom :

Adresse :

Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel du Morbihan



Propriété de la Fédération
du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■
Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur
en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■
Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■
Courriel : lerappel@morbihan.psf.fr ■
ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■
Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701
Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr

Site Internet : www.psf56.fr